16 avril 2014

Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 6 novembre 2013 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un montant total de 13 020 000 francs, soit:

- **un crédit de 6 450 000 francs destiné à l'acquisition des parcelles N^{os} 1723 et 1726 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, d'une surface totale de 7258 m², sises avenue de Riant-Parc 21 et avenue de Joli-Mont 17, et de sa dépendance pour moitié de la parcelle N^o 1725, même commune et section (chemin d'accès à la parcelle 1723), propriétés de l'Etat de Genève, en vue de construire un groupe scolaire;**
- **un crédit de 110 000 francs destiné à l'acquisition de la parcelle N^o 2893 de la commune de Genève, section Eaux-Vives, d'une surface de 2572 m², sise plateau de Frontenex 5, propriété de l'Etat de Genève;**
- **un crédit de 6 460 000 francs destiné à l'acquisition de la parcelle N^o 4398 de la commune de Genève-Cité, d'une surface de 849 m², sise rue René-Louis-Piachaud 4, propriété de l'Etat de Genève, en vue de la reconversion de l'ancien manège en espace de quartier.**

Rapport de M. Olivier Fiumelli.

Cette proposition a été renvoyée à la commission des finances lors de la séance plénière du Conseil municipal du 20 novembre 2013. La commission a traité cet objet lors de ses séances du 26 novembre 2011 et du 7 janvier 2014, sous la présidence de M. Jean-Charles Lathion.

Les notes de séance ont été prises par M. Marc Morel.

Séance du 26 novembre

Audition de M. Rémy Pagani, conseiller administratif chargé du département des constructions et de l'aménagement

M. Pagani indique que les achats sous revue constituent un paquet non ficelé. Il a négocié pendant plusieurs mois avec M. François Longchamp, conseiller d'Etat chargé du Département de l'urbanisme, tout d'abord pour les terrains à Riant-Parc abritant deux villas, près des Coudriers, dont il souligne qu'ils n'ont pas été vendus à un prix particulièrement préférentiel. Le paquet englobe la Villa Frommel, que M. Mark Muller voulait presque donner tandis que M. Longchamp

l'a imposé dans ledit paquet. Il se félicite d'avoir bien mené les négociations avec l'Etat, sur la base des prix inscrits au bilan de l'Etat de Genève.

Le troisième actif immobilier est le manège de la rue Piachaud. S'agissant de ce dernier, cela s'inscrit dans une volonté du Conseil municipal de ne plus rien construire dans des bâtiments qui ne sont pas la propriété de la Ville. On avait donc purement et simplement sorti ce manège du plan financier. Faisant suite à la volonté du Conseil municipal, il a poursuivi les négociations relatives à ce bien. Il est ainsi parvenu à atteindre un prix de l'ordre de 6 400 000 francs, étant toutefois précisé que des travaux de grande ampleur s'imposent en vue de l'aménagement envisagé.

n ce qui a trait au quartier du Mervelet, la nécessité de construire des écoles dans ce secteur a été démontrée. De nombreux projets se développent d'ailleurs en ce sens. Il estime qu'il s'avère impératif d'acheter ce terrain, qui représente une excellente acquisition. Il s'engage à transmettre les expertises relatives audit terrain. Il s'agit de la parcelle N° 1723 qui ascende à un prix de 2 200 000 francs et de la parcelle N° 1726, lequel dépasse pour sa part 4 000 000 de francs. Il signale qu'une villa est actuellement occupée par une maison d'arrêt pour femmes.

La Villa Frommel se trouve dans un état de décrépitude désastreux. Le montant des travaux nécessaires s'élève à 3 500 000 francs suivant une expertise conduite sept années auparavant. L'objectif consiste à remettre la villa en droit de superficie à une association qui dispose de suffisamment de fonds pour effectuer les travaux. Il sera procédé à un appel à candidatures à cet effet. Il ajoute qu'il s'agissait antérieurement d'un prêt à usage consenti par la Ville.

Concernant l'ancien manège, le bâtiment a été évalué à 3 069 000 francs et le terrain à 3 167 000 francs. Il assure qu'il tiendra à disposition des commissaires les expertises y relatives. Il partage sa conviction selon laquelle il est encore possible de négocier légèrement s'agissant de cette acquisition eu égard à l'importance des travaux à réaliser, dont le coût atteint environ 17 200 000 francs.

Un commissaire note qu'une école dotée d'une très importante capacité d'accueil est en cours de construction à Chandieu. De plus, il rend attentif le magistrat aux dépenses considérables que l'acquisition et les travaux nécessaires engendrent. Il se déclare donc dubitatif relativement aux trois propositions d'achat soumises par M. Pagani.

M. Pagani met en évidence le caractère impératif de la construction de l'école de Chandieu. Le besoin est tel que l'on doit d'ailleurs recourir à des containers dans l'attente de l'achèvement des travaux eu égard au retard qui a été pris. Il attire l'attention sur le fait que le bas du quartier doit aussi être couvert. Il est à ce propos avéré que le secteur du Bouchet va beaucoup se développer, statistiques à l'appui. Il souligne que, au vu du développement du quartier, la construction d'écoles se révèle absolument nécessaire. On doit prévoir cette infrastructure

pour accomplir cette tâche fondamentale de la Municipalité. Il annonce que les expertises seront envoyées à la commission (annexées au présent rapport).

Une commissaire, au sujet de l'ancien manège, relève que l'on ne parlait jusqu'à présent que de la bâtisse et souligne le caractère inédit de la proposition de M. Pagani, qui comprend la parcelle. Cela s'inscrit en contradiction avec la situation antérieure. Dans les 25 objets prioritaires du PFI remis au mois d'octobre par le Conseil administratif, le montant s'élevait à 15 500 000 francs. L'estimation atteint aujourd'hui 17 000 000 de francs. La liste datant de décembre 2012 fait, quant à elle, état d'un montant de l'ordre de 17 300 000 francs. Surtout, dans le PFI du 28 août 2013, il s'agit d'un montant à hauteur de 3 600 000 francs. Elle insiste sur le fait que le prix d'acquisition communiqué par M. Pagani comprend la bâtisse ainsi que la parcelle.

M. Pagani répond qu'elle a parfaitement ciblé le problème. En effet, le PFI ne mentionnait que le bâtiment parce que des travaux étaient requis. On ne pensait pas être en mesure de racheter l'ensemble à l'époque. Il convient donc effectivement de rajouter le terrain.

Un commissaire questionne la bonne foi de l'Etat dans le cadre des négociations, soulignant le prix élevé du terrain. Il est donc de l'avis qu'une marge de négociation demeure s'agissant dudit terrain. Il s'interroge en conséquence sur les échanges auxquels il a éventuellement été procédé entre la Ville et l'Etat.

M. Pagani indique que l'Etat a proposé un échange avec le Bois-des-Frères. Il n'est évidemment pas entré en matière sur cette proposition. Il assure avoir fait tout son possible dans le cadre des négociations. Si le prix du manège apparaît trop élevé aux yeux du Conseil municipal, il appartient à ce dernier de lui confier un mandat précis pour négocier avec le Conseil d'Etat. Il estime que l'on est arrivé à un chiffre satisfaisant, mais se dit toutefois disposé à reprendre les négociations si le Conseil municipal exprime un avis contraire.

Un commissaire clame que la Villa Frommel est un cadeau empoisonné. Si l'Etat veut se débarrasser de biens de ce type, c'est qu'ils ont des vices cachés. Il mentionne notamment la présence de squatteurs et les déprédations occasionnées. Il rappelle à cet égard l'épisode de la Villa Freundler. Il n'est guère convaincu par les propositions. Il interroge M. Pagani sur sa conviction profonde que la Ville réalise une bonne affaire. Il demande en outre à quelle association on pense pour reprendre la Villa Frommel, sachant que celle-ci ne disposera probablement pas des fonds nécessaires et ne se sentira de surcroît pas responsable.

M. Pagani signale que, sur la base d'un rapport de la Cour des comptes, l'Etat a décidé de rentrer ces biens, d'une part, et de faire en sorte que les biens non nécessaires soient vendus à des collectivités publiques, à l'exclusion de privés, d'autre part. Il rappelle que l'Etat de Genève connaît une situation financière

particulièrement difficile. Partant, c'est la Ville qui mène les négociations. On achète considérablement en dessous du prix du marché. Il ne nie pas que la Villa Frommel soit une acquisition entraînant des complications, mais cela fait partie du compromis. Le prix de vente global consenti par l'Etat pour les trois objets s'avère indubitablement bas.

Un commissaire relève que le montant avancé est de l'ordre de 13 000 000 de francs, soit 10% du volume annuel des investissements, ce qui se révèle colossal. Il se demande par conséquent à quels autres investissements on va devoir renoncer à cause de cette proposition.

M. Pagani rappelle que le Conseil administratif a sorti le manège du PFI. Le Conseil municipal l'a mandaté pour l'acheter, ce qu'il a fait. Il considère donc indues les remontrances qui s'expriment. Les écoles sont dans le programme d'investissements, ce qu'il salue vivement. Il estime en outre qu'il ne serait pas fair-play de ne pas voter le crédit pour la Villa Frommel au vu du prix consenti par l'Etat. Il s'engage à lancer un appel d'offres en vue d'une remise en droit de superficie. Il précise qu'il n'y a plus de droit à bâtir sur la Villa Frommel.

Le commissaire interprète dès lors que la limite des investissements inscrite dans le budget pour l'exercice 2014 s'élève à 130 000 000 de francs, auxquels il convient d'ajouter encore la somme supplémentaire de 13 000 000 de francs.

M. Pagani met en exergue que le degré d'incertitude concernant l'acquisition sous examen se situe approximativement à un coefficient de 0,2. En prenant en compte des degrés d'incertitude, il soutient que l'on atteindra finalement difficilement le montant de 130 000 000 de francs.

La commission décide d'attendre les documents demandés, soit les expertises et les valeurs de ces biens au bilan de l'Etat avant de poursuivre les travaux avec d'autres auditions.

Séance du 7 janvier

Discussion

Le Parti libéral-radical estime de manière générale que ces objets sont particulièrement onéreux pour les finances de la Ville. En conséquence, le citoyen-contribuable du canton profite du citoyen-contribuable de la ville. Il existe certes une identité entre les deux, mais cela pose toutefois un problème en termes d'exemple. Il argue ainsi que le Parti libéral-radical soutient les investissements qui s'avèrent utiles pour la Ville de Genève et, surtout, ceux qui sont soutenables et prioritaires. Par conséquent, dans un souci de cohérence, le Parti libéral-radical va voter favorablement s'agissant du 1^{er} crédit de 6 450 000 francs en vue

de construire un groupe scolaire puisque celui-ci répond à un besoin en matière d'équipements publics. En revanche, le Parti libéral-radical ne votera pas les deux autres objets dans la mesure où il ne s'agit pas d'équipements prioritaires. Son groupe avait notamment voté en séance plénière contre la réintroduction du manège dans le plan des investissements. Le Parti libéral-radical va donc logiquement refuser cette proposition. Il rappelle que ce crédit ne porte que sur l'achat de la parcelle, mais que la facture totale de ce projet, si son groupe ne devait pas être suivi, dépassera 25 000 000 de francs. En ce qui concerne la Villa Frommel, il consent que le montant de 110 000 francs n'est pas très élevé, mais sachant qu'au final cette bâtisse coûtera cher à la Ville, en travaux de rénovation et/ou en subvention pour l'éventuelle entité qui la louera, sans qu'elle en ait vraiment montré l'utilité, le Parti libéral-radical s'oppose à cet achat.

Le Mouvement citoyens genevois rejoint le Parti libéral-radical concernant le coût trop élevé des trois objets sous examen. Il met en lumière que la Ville doit en tout état de cause actuellement réaliser des économies. Partant, le Mouvement citoyens genevois n'approuvera pas l'octroi du crédit relatif au manège, au même titre d'ailleurs que celui de 110 000 francs pour une parcelle dont on ignore l'affectation et, subséquemment, l'utilité. En revanche, le Mouvement citoyens genevois votera pour le crédit dédié à la construction d'une école dont il apparaît qu'elle s'avère utile dans le quartier concerné au vu de l'accroissement démographique projeté.

La représentante d'Ensemble à gauche annonce qu'il vote en faveur de la proposition PR-1050. C'est d'ailleurs justement parce que son groupe partage la préoccupation du Parti libéral-radical et du Mouvement citoyens genevois quant à l'utilité des propositions pour la population de la Ville de Genève qu'il a décidé de voter pour les trois propositions, notamment celle ayant trait au manège. Elle souligne que la proposition PR-874 (manège) sera ultérieurement étudiée. Il y est expliqué que, depuis de nombreuses années, les citoyens de la commune attendent ce projet. Elle allègue également de l'utilité de celui-ci au regard de l'absence d'espace de quartier en Vieille-Ville, à l'exception de la maison de quartier, laquelle se révèle inaccessible pour les personnes à mobilité réduite, au premier rang desquelles les personnes âgées. Elle rappelle à cet égard que les habitants se sont mobilisés et ont eux-mêmes proposé un projet à la Ville. Une réelle dynamique s'est instaurée dans ce contexte. Le Conseil municipal est entré en matière et renvoyé l'objet devant la CTC pour examen. L'utilité de ce projet a donc indéniablement été reconnue. En ce qui a trait au prix, elle note que l'Etat a déjà fait des concessions. Elle est de l'avis que la somme de 6 460 000 francs n'est pas disproportionnée au regard des possibilités offertes par l'acquisition de cette parcelle. Il convient de procéder à cet investissement plutôt que de laisser le bâtiment exploité sous forme de parking, ce qu'elle juge parfaitement scandaleux. De plus, le coût à concurrence de

6 460 000 francs n'est absolument pas exorbitant pour une surface de 850 m², en Vieille-Ville.

Concernant la parcelle dont le coût atteint 110 000 francs, la Villa Frommel, elle attire l'attention sur le fait que si une affectation appropriée lui est trouvée, alors il incombera à l'institution bénéficiaire d'effectuer les travaux. Elle met en évidence que le prix s'avère vraiment dérisoire, sachant de surcroît que la Ville a obtenu un rabais supplémentaire par rapport à ce qui avait été convenu au préalable d'entente entre les parties. Elle conclut en confirmant que le groupe Ensemble à gauche votera les trois propositions en bloc.

Une autre représentante d'Ensemble à gauche admet que le coût du manège se révèle effectivement très élevé. Mais elle met en exergue que l'on a à répétition reprises achetées des objets qui paraissent onéreux de prime abord mais qui se sont avérés représenter d'excellentes affaires. Elle pense en conséquence qu'un effort devrait être consenti en l'occurrence. Cependant, elle souligne l'importance de connaître l'ampleur et la nature des travaux à réaliser. A ce propos, elle rend attentifs ses pairs quant au fait que les documents qu'ils ont reçus ne constituent que des hypothèses de travail qui sont susceptibles d'évoluer significativement. Elle espère que les travaux ne rendront pas cet objet hors de prix. Elle considère dans tous les cas qu'il sied de voter le crédit y afférent afin de répondre à un besoin réel, tel qu'il a de surcroît été exprimé par les habitants de la Vieille-Ville. Elle est en outre convaincue que l'on se rendra compte dans dix ans qu'il s'agit d'une bonne affaire. Elle invite donc ses pairs à ne pas se tromper. Il serait inopportun de réaliser des économies dérisoires qui pourraient entraîner la disparition de ce bâtiment, la hausse considérable de son prix dans l'optique d'un achat à une date ultérieure, voire sa vente à un autre acquéreur, ce qui serait navrant. Dans la perspective du travail d'intérêt collectif que la commission doit mener en faveur de l'ensemble de la population, il convient de voter ce crédit. Elle précise que les habitants de la Vieille-Ville ne représentent pourtant pas à ses yeux une catégorie prioritaire. Tous les habitants ont besoin d'un espace de quartier.

L'Union démocratique du centre soulève des problèmes à l'étude de la proposition PR-1050. Tout d'abord, on parle d'achats. Il s'agit donc de dépenses qui vont figurer à la comptabilité de l'année 2014. Or, il rappelle que le montant qui a été voté pour les investissements s'élève à 130 000 000 de francs. La proposition PR-1050 représente donc déjà environ 10% du budget dédié aux investissements en 2014. Considérant qu'il y a les objets en cours ainsi que ceux dont le démarrage est prévu pour 2014, il s'inquiète du montant encore disponible pour investir en 2014. Le montant demandé au titre de la proposition PR-1050 lui paraît ainsi énorme, sachant particulièrement que la seule acquisition du manège requiert 5% du budget consacré aux investissements pour l'exercice 2014. Il souligne l'importance que revêt la prise de ces décisions. Dans la mesure où il appelle de ses vœux la définition de priorités et refuse de tout soutenir à l'instar des partis

de gauche, l'Union démocratique du centre votera dans la lignée du Mouvement citoyens genevois et du Parti libéral-radical, c'est-à-dire que le crédit en vue de la construction de l'école sera approuvé tandis que les deux autres seront rejetés.

Les Verts votent la proposition PR-1050 dans son ensemble. S'agissant du manège, elle signale qu'il avait été décidé de suspendre la proposition PR-874 au motif que le bien n'appartenait pas à la Ville. Eu égard à la forte mobilisation des habitants, il était néanmoins convenu que l'on entrerait en matière sur le projet à condition que la Ville acquière ce bien. Elle précise en outre que le manège a été sorti du PFI, parmi les 25 objets prioritaires. L'opération s'avère ainsi parfaitement maîtrisée par le Conseil administratif dans le cadre du PFI. Au vu de ce qui précède, les Verts voteront en faveur des trois propositions. De plus, les Verts mettent en exergue que les trois crédits sont présentés conjointement car, comme cela a d'ailleurs été expliqué lors de la présentation de la proposition PR-1050 le 26 novembre 2013, il s'agit d'un paquet ficelé négocié par la Ville avec l'Etat. Ce ne sont pas trois objets séparés. Cela justifie le caractère multiple de la proposition sous examen.

Le Parti socialiste ayant toujours été favorable à une politique d'acquisition foncière, la cohérence appelle donc les membres de son groupe à voter les objets sous revue. S'agissant du manège, il rappelle qu'il est d'utilité publique puisque le projet émane de l'expression de la volonté des habitants du quartier. S'il concède que l'Etat exige un prix peut-être trop élevé, il souligne néanmoins que la droite est majoritaire au niveau cantonal. Il invite par conséquent ses collègues de droite à mener une action auprès de leurs représentants au Conseil d'Etat. S'agissant de la Villa Frommel, il met en avant que ce bâtiment permettra d'héberger des institutions d'utilité publique pour lesquelles il est avéré que les locaux manquent.

Le Parti libéral-radical tient à rappeler que le Conseil administratif avait établi une liste des objets prioritaires et non prioritaires. Il salue le courage de ce geste. De plus, on ne saurait suspecter le Conseil administratif de ne pas vouloir réaliser un projet social au manège, mais l'exécutif n'a pas classé ce dernier parmi les objets prioritaires. Faire des croche-pattes au Conseil administratif par derrière pour des raisons électoralistes ne fait pas partie des habitudes du Parti libéral-radical, qui soutient le Conseil administratif dans ses choix prioritaires. En réponse à l'intervention de son préopinant, il considère irresponsable de dénoncer les choix opérés par ses propres magistrats.

Le commissaire Parti démocrate-chrétien explique qu'il votera évidemment le premier crédit, afférent à la construction du groupe scolaire. Il votera également le deuxième crédit, à hauteur de 110 000 francs. Il ne s'agit certes pas d'un enjeu majeur, mais celui-ci fait partie du paquet ficelé. S'agissant enfin du manège, dont l'acquisition représente selon lui le véritable enjeu, il souligne que le Parti démocrate-chrétien avait souhaité sa sortie du classement afin de

lui conférer une seconde vie. Il est donc exclu de son point de vue de remettre le manège dans la file d'attente. Il s'oppose en outre à ce que les habitants de la Vieille-Ville attendent davantage, sachant qu'ils se sont fortement mobilisés pour soumettre des propositions. Il rappelle d'ailleurs à cet égard que presque tous les partis prétendent les soutenir. Le Parti démocrate-chrétien, qui se veut cohérent avec la ligne qu'il a toujours adoptée concernant le manège, votera le crédit y relatif. Il conclut en affirmant que le Parti démocrate-chrétien votera les trois objets sous revue.

Votes

Le premier crédit pour l'acquisition des parcelles N^{os} 1723 et 1726 (Mervelet) est accepté par 15 oui (3 S, 2 Ve, 2 EàG, 1 DC, 2 MCG, 3 LR, 2 UDC).

Le deuxième crédit pour l'acquisition de la parcelle N^o 2893 (Villa Frommel) est accepté par 8 oui (3 S, 2 Ve, 2 EàG, 1 DC) contre 7 non (2 MCG, 3 LR, 2 UDC).

Le troisième crédit pour l'acquisition de la parcelle N^o 4398 (manège), avec un amendement qui consiste à insérer dans la proposition «ainsi que le bâtiment qu'elle comporte» est accepté par 8 oui (3 S, 2 Ve, 2 EàG, 1 DC) contre 7 non (2 MCG, 3 LR, 2 UDC).

PROJET DE DÉLIBÉRATION I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre k), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'accord de principe intervenu entre le Conseil administratif et l'Etat de Genève concernant la vente à la Ville de Genève des parcelles N^o 1723 et N^o 1726, commune de Genève, section Petit-Saconnex, en vue de la construction d'un groupe scolaire;

vu le but d'utilité publique poursuivi par cette acquisition;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Le Conseil municipal autorise le Conseil administratif à acquérir la parcelle N^o 1723 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex,

d'une surface de 2179 m², sise avenue de Riant-Parc 21, et de sa dépendance pour moitié de la parcelle N° 1725, même commune et section (chemin d'accès à la parcelle N° 1723), ainsi que la parcelle N° 1726, même commune et section, d'une surface de 5079 m², sise avenue de Joli-Mont 17, aux fins de construction d'un groupe scolaire, pour un prix global de 6 228 546 francs,

Art. 2. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 6 450 000 francs (frais d'acte, droits d'enregistrement et émoluments compris) en vue de cette acquisition.

Art. 3. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article 2 au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 6 450 000 francs.

Art. 4. – Le Conseil municipal charge le conseil administratif de signer tous les actes authentiques relatifs à cette opération.

Art. 5. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, modifier, épurer et radier toutes servitudes à charge et au profit des parcelles concernées.

Art. 6. – La dépense prévue à l'article 2 sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine financier.

Art. 7. – Vu l'utilité publique de cette transaction, la Ville de Genève demande au Conseil d'Etat l'exonération des droits d'enregistrement et des émoluments du Registre foncier.

PROJET DE DÉLIBÉRATION II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre k), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'accord de principe intervenu entre le Conseil administratif et l'Etat de Genève concernant la vente à la Ville de Genève de la parcelle N° 2893, commune de Genève, section Eaux-Vives;

vu le but d'utilité publique poursuivi par cette acquisition;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Le Conseil municipal autorise le Conseil administratif à acquérir la parcelle N° 2893 de la commune de Genève, section Eaux-

Vives, d'une surface de 2572 m², sise Plateau de Frontenex 5, pour le prix de 100 000 francs.

Art. 2. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 110 000 francs (frais d'acte, droits d'enregistrement et émoluments compris) en vue de cette acquisition.

Art. 3. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article 2 au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 110 000 francs.

Art. 4. – Le Conseil municipal charge le Conseil administratif de signer tous les actes authentiques relatifs à cette opération.

Art. 5. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, modifier, épurer et radier toutes servitudes à charge et au profit de la parcelle concernée.

Art. 6. – La dépense prévue à l'article 2 sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine financier.

Art. 7. – Vu l'utilité publique de cette transaction, la Ville de Genève demande au Conseil d'Etat l'exonération des droits d'enregistrement et des émoluments du Registre foncier.

PROJET DE DÉLIBÉRATION III AMENDÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre k), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'accord de principe intervenu entre le Conseil administratif et l'Etat de Genève concernant la vente à la Ville de Genève de la parcelle N° 4398, commune de Genève-Cité, en vue de la reconversion de l'ancien manège en espace de quartier;

vu le but d'utilité publique poursuivi par cette acquisition;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Le Conseil municipal autorise le Conseil administratif à acquérir la parcelle N° 4398 de la commune de Genève-Cité, d'une surface de 849 m², sise rue René-Louis-Piachaud 4, ainsi que le bâtiment qu'elle comporte,

aux fins de la reconversion de l'ancien manège en espace de quartier, pour le prix de 6 236 744 francs.

Art. 2. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 6 460 000 francs (frais d'acte, droits d'enregistrement et émoluments compris) en vue de cette acquisition.

Art. 3. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article 2 au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 6 460 000 francs.

Art. 4. – Le Conseil municipal charge le Conseil administratif de signer tous les actes authentiques relatifs à cette opération.

Art. 5. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, épurer et radier toutes servitudes à charge et au profit des parcelles concernées.

Art. 6. – La dépense prévue à l'article 2 sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine financier.

Art. 7. – Vu l'utilité publique de cette transaction, la Ville de Genève demande au Conseil d'Etat l'exonération des droits d'enregistrement et des émoluments du Registre foncier.

Annexes à consulter sur le site internet

- Valeurs nettes comptables des trois objets au bilan de l'Etat
- Expertises des trois objets